99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS
Site : www.sitecommunistes.org
Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr
E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Rapport au bureau national du 23 avril 2014

Les annonces du gouvernement sont sans surprise, il s'agit d'accélérer le développement du capital en France, les mesures prises consistent à s'attaquer aux acquis sociaux, au « coût du travail » dans le seul but d'accumuler du profit et faire payer la facture au peuple.
Nous le disons souvent, les pouvoirs en place que ce soit en France ou ailleurs sont à la solde des multinationales, ce sont elles qui dirigent, qui dictent les mesures à prendre. Ces mesures sont plus ou moins de violentes selon les rapports de force et le niveau des luttes, mais force est de constater que la bataille idéologique, en l'absence de parti révolutionnaire est difficile. Le capital marque des points dans cette bataille ce qui pose bien sûr la question de notre développement.
Aller plus vite et plus loin et donc l'objectif poursuivi par Hollande et ses alliés dont le camp s'élargit, on le voit avec l'UDI et ses propositions.
Cet énième plan d'austérité attaque de plus en plus précisément les structures de la société française.
Les 18 milliards «d'économies » sur les dépenses de l'État consistent à poursuivre le blocage des salaires des fonctionnaires (gelé depuis quatre ans) jusqu'en 2017 et à poursuivre la baisse des effectifs de la fonction publique.
Les attaques sont plus précises et plus profondes, les pensions de retraite sont gelées jusqu'à la fin 2015 ainsi que les prestations sociales.
11 milliards concernent les collectivités territoriales déjà atteintes par la diminution de 1,5 milliards de dotations par an. Il est question de réduire le nombre de communes, de départements, de communautés de communes, de diviser par deux le nombre de régions, et surtout de redéfinir les missions de service public, de transférer les compétences sur les régions, de poursuivre la privatisation des services publics que l'on constate déjà surtout au niveau des communes.
Cette déstructuration de la société n'en est qu'au début, elle est accompagnée d'attaques permanentes contre les acquis sociaux tels que les

salaires, on l'a vu avec la poursuite des exonérations de cotisations sociales au profit du capital mais ce n'est pas suffisant.
Le socialiste Pascal Lamy donne le ton en proposant d'instaurer plusieurs niveaux de SMIC, proposition reprise immédiatement par le Medef qui n'a jamais supporté la création d'un salaire minimum garanti, rappelons-nous les grandes luttes menées à ce sujet
Une étude du journal les Échos révèle que 40% de ceux qui ont un travail sont endettés, 28 % des plus de 55 ans le sont également. Elle nous apprend aussi que l'épargne salariale est de plus en plus axée vers la retraite, 60 % des salariés épargnent pour un complément de retraite, ils étaient 48 % en 2011. La casse du système de retraite produit ses effets : recours à l'assurance privée, système de retraite à deux vitesses.
Tous les repères collectifs sont attaqués, les retraites, les salaires, et dans le même ordre d'idées la sécurité sociale et les dépenses de santé dont les ressources vont être diminuées de 21 milliards (10 pour la sécu, 11 pour les dépenses de santé).
En parallèle ce sont des dizaines de milliards de cadeaux (entre 30 et 48) qui sont octroyés aux patrons. Outre les exonérations de cotisations sociales (30 milliards par an aujourd'hui), le gouvernement veut exonérer totalement les salaires au SMIC ce qui va multiplier le nombre de smicards, c'est aussi l'extension des exonérations de cotisations sociales de la branche famille, les nouveaux cadeaux fiscaux (suppression de la taxe sur les chiffres d'affaires en attendant la suite des négociations), le crédit impôt recherche (cinq à 6 milliards par an), le crédit impôt compétitivité (20 à 30 milliards par an). L'addition était de 220 milliards en 2013, elle va exploser en 2014. Ce dont on est sûr, c'est qu'elle va être présentée aux travailleurs.
Pendant ce temps-là, les profits sont au plus haut niveau depuis la « crise » de 2008, nous avons publié les résultats les plus significatifs sur notre site.
Les fusions-acquisitions reprennent de plus belle, dernièrement Vivendi dans la téléphonie ainsi que SFR, Holcim dans les cimenteries, Peugeot dans l'automobile.
La casse de l'industrie se poursuit, la Seita et délocalisée en Pologne, Fagor- Brandt a reçu 47 millions de fonds publics pour supprimer 400 emplois.
La seule industrie pharmaceutique met en œuvre 54 plans de licenciements pour supprimer 12 000 emplois malgré un chiffre d'affaires en hausse de 5,5 % et des taux de marge dont on nous parle souvent de 28 %.
Au niveau mondial, même constatation, les « hedge-funds » autrement dit les fonds spéculatifs qui réalisent leurs profits sur la dette des états n'ont jamais été aussi élevés. 2628,3 milliards de dollars fin 2013 soit une hausse de 16,7 % en un an. Ces fonds spéculatifs agissent directement sur la dette des états avec leur complaisance et engrangent des profits énormes.
Voilà à quoi servent les états en place : servir le mieux possible le capital pour ses profits.
Changer l'équipe en place ne change rien à cette politique, au contraire, à chaque changement quand le pouvoir est usé et il s'use de plus en plus rapidement, de nouveaux coups sont déjà prévus.
La droite s'agite mais ne dit pas grand-chose, les socialistes ont dépassé leurs propres objectifs. L'UDI fait de la surenchère (il demande 80 milliards d'économies,

le rétablissement des 39 heures payées 35), tout en se déclarant d'accord avec la direction prise par le pouvoir.
Le Front National se déclare « le parti des plus pauvres » alors qu'il se prononce contre l'action syndicale, pour l'économie de marché, et en faveur du resserrement des liens entre l'État et l'entreprise. **Il faut que l'on continue à dénoncer le positionnement de ce parti entièrement dévoué au capitalisme, son accord avec une société dominée par le capital.**
Quant aux partis dits « de gauche » ou « à gauche de la gauche », ou qui se disent anticapitalistes, ils sont tous sur la même longueur d'onde. Sous l'apparence d'un discours sans concession, ils sont tous pour le partage des richesses, autrement dit pour la rémunération du capital, en réalité ils camouflent leur choix de gestion du capital sous un discours révolutionnaire.
Non, on ne partage pas les richesses avec le capital, elles reviennent au peuple et à lui seul.
Que dire des centrales syndicales ?
C'est le silence total, les acquis sociaux sont malmenés, détruits les uns après les autres, les centrales syndicales ne bougent pas, elles ont fait le choix politique d'accompagner les décisions des multinationales. Le « dialogue social » ça marche à tous les coups, à chaque rencontre c'est un nouveau recul.
La CFDT, à la pointe de la complaisance avec le Medef, voudrait aller encore plus loin. Elle déclare que « même si nous partageons le même constat avec la CGT (confédération), nous ne sommes pas d'accord avec ce syndicalisme qui consiste à multiplier des grèves ».
Tout est dit, la CFDT considère que les luttes ne servent à rien, rien ne vaut une bonne réunion avec les patrons !!
Elle montre d'ailleurs toute sa volonté de poursuivre dans cette voie en refusant de participer aux manifestations du 1er mai.
Malgré cela les luttes dont nous vous avons souligné la fréquence depuis quelque temps, notamment sur les salaires s'élargissent.
Il est donc possible et il y a surtout beaucoup de raisons de les développer, les organiser, les coordonner, ce qui n'est pas le choix des confédérations, nous savons.
La CGT est obligée de tenir compte du mécontentement, c'était le cas pour l'organisation du 18 mars dernier, mais elle laisse volontairement les syndicats, les fédérations se débattre seuls avec leurs revendications ce qui est loin du niveau à atteindre pour faire reculer le capital.
Trois journées d'actions sont prévues en mai, le 1er mai, le 15 mai dans la fonction publique et le 22 mai chez les cheminots. On voit bien que ces initiatives sont séparées les unes des autres, sans cohérence entre elles, elles ont un caractère essentiellement professionnel alors qu'il faudrait leur donner une dimension nationale.
Ce qui se passe dans la fonction publique avec le gel des salaires, la baisse programmée des effectifs n'est-ce pas un enjeu national ?
Ce qui se passe à la SNCF avec la privatisation des lignes, la politique globale des transports ferroviaires, n'est-ce pas également un enjeu national ? On pourrait développer sur la santé, les retraites, l'industrie, la recherche, l'enseignement etc.

Il faut donc que l'on continue avec nos moyens de pousser aux luttes, à être présent chaque fois que nous pouvons avec les travailleurs en lutte pour éclairer sur la situation, faire part de nos propositions.

Les dernières élections municipales ont démontré le rejet profond de la politique qui est menée, mais qu'existe-t-il comme perspectives pour les travailleurs ?

Changer les dirigeants ne sert à rien, les électeurs en ont fait l'expérience. Les luttes sont le seul recours pour faire reculer le capital et le supprimer, c'est le chemin que nous avons choisi.

Les luttes ne peuvent que s'amplifier, nous avons un vaste champ d'action à investir, à occuper.

Les élections européennes peuvent aider à mieux nous faire connaître, à franchir une nouvelle étape, à nous renforcer. Prenons toutes les dispositions, utilisons tous nos outils, la brochure, le site, les affiches, organisons dans les départements des conférence de presse ouvertes aux sympathisants pour démontrer qu'il n'y aura qu'un seul vote communiste aux élections, qu'un seul vote révolutionnaire, qu'un seul vote de lutte à la disposition des travailleurs, qu'un seul vote qui ne trompera personne.

Nous sommes les seuls à avoir une position claire sur l'Europe. Non à l'Europe capitaliste, oui à l'Europe des peuples, à la souveraineté nationale, aux coopérations et non à la domination, sortir immédiatement de l'OTAN et de toute organisation supranationale, voilà notre position, il y a de quoi débattre !

Surtout aujourd'hui, depuis la défaite de l'URSS et le développement du capitalisme mondial, jamais les conflits n'ont été aussi nombreux que ce soit en Europe, que l'on nous présentait comme un havre de paix, ou ailleurs dans le monde.

La concurrence acharnée que se livrent les multinationales pour s'accaparer les richesses n'a pas de limites.

Aucun continent n'est épargné et c'est loin d'être terminé.

L'exemple de l'Afrique est éclairant parce que les pays qui la composent font l'objet de convoitises de la part des multinationales qui pressent les états à agir vite, les richesses sont considérables.

L'Afrique possède près des deux tiers des réserves minérales de la planète, plus de la moitié des réserves d'or, de platine et de palladium, de cobalt et de diamants, ainsi que de l'uranium, du manganèse et du chrome en très grande quantité. 17 % des dépenses d'exploration ont été réalisées sur ce continent en 2012 contre 5 % en 1990. Ce n'est donc pas d'aujourd'hui que les multinationales ont l'œil rivé sur les richesses de ce continent. 330 nouveaux projets d'exploitation sont en cours. Ajoutons à cela, l'infrastructure à construire, les routes, les réseaux électriques, chemin de fer etc. Les multinationales ont de beaux jours devant elles.

En même temps elles sont prêtes à se livrer une guerre sans merci entre elles dans cette course au profit. On est très loin de la coopération entre les peuples c'est la domination qui règne quel qu'en soit le prix.

On comprend mieux les interventions militaires françaises ou étrangères pour préparer le terrain aux multinationales.

Dans cette situation internationale, les tensions restent très vives en Ukraine. Nous en avons beaucoup parlé sur notre site et dans nos journaux. Un accord bidon a été signé entre les USA, l'Europe et la Russie, chacun aujourd'hui se renvoie la balle sur

le non-respect de cet accord. Les tensions demeurent, la position des partis communiste ukrainien et russe sur l'indépendance des peuples est la plus juste, nous la soutenons.
On peut remarquer la propagande utilisée ici en France et partout ailleurs faisant croire à un retour de l'URSS, à une situation ressemblant à l'époque du Potemkine, ce qui n'a évidemment rien à voir avec la révolution russe.
Mais cette propagande démontre la crainte du capital en Russie comme ailleurs face aux luttes possibles des peuples.
Un mot encore sur la lutte des salariés chinois pour de meilleurs salaires, 40 000 salariés se sont mis en grève, les multinationales Nike, Adidas, ASIC tentent de bloquer les négociations ce qui fait dire avec regret au journal les Échos que « la hausse des salaires et la modification des rapports entre employés et patronat remet en cause le développement de la Chine ». On remarque la haine de ces journaux au service exclusif des multinationales à l'encontre des peuples qui luttent.
Il y a eu 30 % de grève en plus sur les salaires depuis le début de l'année 2014 en Chine. Les travailleurs chinois ont arraché d'importantes augmentations de salaire depuis quelques années, entre 15 % et 35 %. C'est le cas également en Inde, notamment dans le textile, et en Afrique du Sud dans le secteur minier. Mais qui en parle ? Les luttes se poursuivent en Grèce, au Portugal, en Italie, en Espagne, et elles ont repris de plus belle au Brésil. Là encore qui en parle ?
Comme on le voit, la lutte des classes est internationale, ce qui manque ce sont des partis révolutionnaires suffisamment forts pour balayer le capital.
Un mot sur les élections présidentielles en Algérie, le peuple algérien s'est massivement abstenu, l'absence de perspectives politiques, un taux de chômage record malgré les énormes richesses du pays, une population très jeune (25 ans de moyenne d'âge), la domination en sous-main de l'armée sur le pays, l'utilisation de la religion, la corruption sont des obstacles au développement des luttes. Ici également l'absence de parti révolutionnaire pèse sur la société algérienne.
Il faut noter l'augmentation importante des dépenses d'armement dans le monde, elles atteignent 270 milliards d'euros en 2013, ce n'est certainement pas pour collectionner des armes, mais pour faire face à la concurrence internationale acharnée dont nous avons déjà parlé.
La plupart des grandes puissances ont augmenté leur budget militaire et en parallèle le commerce des armes est florissant : les États-Unis vendent 29,2 % de leur production d'armement, la Russie 27,1 %, l'Europe avec l'Allemagne 6,6 %, la France 5,4 %.
Les transferts d'armes chinois ont augmenté de 212 % entre 2009 et 2013, la Chine avec 5,5% est passée devant la France parmi les pays exportateurs d'armes.
Des masses d'argent considérables existent pour préparer la guerre, l'argent ne manque pas, il n'a jamais manqué, il faut l'arracher au capital pour satisfaire les revendications des peuples.
Pour y parvenir il faut développer les luttes en France et dans le monde nous aurons à le dire fortement à l'occasion des élections européennes qui se profilent.